

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES**

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

**Objet du marché :**

**FOURNITURE DE CONSOMMABLES SPECIFIQUES ASSORTIE D'UNE MISE A  
DISPOSITION DE MATERIEL**

***LOT UNIQUE : LECTEUR DE GLYCEMIE A USAGE HOSPITALIER.***

- ☐ *Consommables spécifiques.*
- ☐ *Mise à disposition des lecteurs.*
- ☐ *Maintenance*

**Référence dossier de consultation : MAPA DAE BIO EQUIP 12-1004**

**Type d'acheteur public : Etablissement public de santé.**

Application Code des Marchés Publics (édition 2006) version consolidés au 1<sup>er</sup> janvier 2012

**☛ DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :**

**Jeudi 23 août 2012 à 16 heures 00**

Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des Marchés Publics de fournitures courantes et services (**Arrêté du 19 janvier 2009** -JORF n°0066 du 19 mars 2009 et son annexe)

Le présent C.C.A.P. comporte 16 pages numérotées de 1 à 16

## SOMMAIRE

ARTICLE 1- POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
ARTICLE 2- OBJET DE LA CONSULTATION. ....	3
ARTICLE 3- PROCEDURE DE CONSULTATION.....	3
ARTICLE 4- MARCHE RESERVE.....	3
ARTICLE 5- LIEU D'EXECUTION - LIEU DE LIVRAISON. ....	3
ARTICLE 6- DECOMPOSITION DES LOTS. ....	4
ARTICLE 7- OFFRE DE BASE – OPTIONS - VARIANTES. ....	4
ARTICLE 8- QUANTITES .....	4
ARTICLE 9- DUREE DU MARCHE – DELAIS. ....	5
ARTICLE 10- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	6
ARTICLE 11- AVANCE.....	6
ARTICLE 12- CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE.....	6
ARTICLE 13- MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	7
ARTICLE 14- DELAIS ET MODALITES DE PAIEMENT. ....	9
ARTICLE 15- COMPTABLE ASSIGNATAIRE : .....	11
ARTICLE 16- RESILIATION. ....	11
ARTICLE 17- DELAIS DE LIVRAISON.....	11
ARTICLE 18- ASSURANCES. ....	11
ARTICLE 19- MODALITES D'EXECUTION.....	11
ARTICLE 20- PENALITES DE RETARD ET DE REFUS DE LIVRAISON.....	13
ARTICLE 21- CONDITIONS DE LIVRAISON.....	14
ARTICLE 22- OPERATIONS DE VERIFICATION ADMISSION.....	14
ARTICLE 23- GARANTIES. ....	15
ARTICLE 24- NORMES. ....	15
ARTICLE 25- DROIT, LANGUE, LITIGES .....	16
ARTICLE 26- DEROGATION.....	16

## **ARTICLE 1-POUVOIR ADJUDICATEUR**

CENTRE HOSPITALIER DE PERIGUEUX  
80, avenue George Pompidou  
C.S. 61205  
24019 PERIGUEUX CEDEX

Représenté par : Monsieur le directeur du centre Hospitalier de PERIGUEUX

## **ARTICLE 2-OBJET DE LA CONSULTATION.**

L'objet de la consultation est l'achat de consommables spécifiques associés de la mise à disposition des matériels utilisant ces consommables.

### **2 . 1 - NOMENCLATURE.**

Les références CPV concernés sont :

- 33100000-1 Appareils et instruments médicaux
- 50400000-9 Services de réparation et d'entretien de matériel médical et de matériel de précision

### **2 . 2 - TYPE DE MARCHE.**

C'est un marché de fournitures.

### **2 . 3 - FORME DU MARCHE.**

C'est un marché à lot unique

Il s'agit d'un marché à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics. La durée d'exécution des bons de commandes ne pourra être supérieure à 15 jours au-delà de la date de fin du marché.

## **ARTICLE 3- PROCEDURE DE CONSULTATION.**

La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée, prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Les définitions et spécifications auxquelles doivent répondre ces fournitures ou services figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières joint au présent document.

Chaque candidat doit faire une proposition conforme au dossier de consultation.

## **ARTICLE 4-MARCHE RESERVE**

Sans objet.

## **ARTICLE 5-LIEU D'EXECUTION - LIEU DE LIVRAISON.**

Le lieu d'exécution est l'établissement au niveau des différents services mentionnés au niveau du CCTP.

Le lieu de livraison est :

**CENTRE HOSPITALIER DE PERIGUEUX**

**Service Biomédical. (équipement)**

80, avenue Georges Pompidou

C.S. 61205

24019 Périgueux Cedex

**Service pharmacie. (consommables)**

80, avenue Georges Pompidou

C.S. 61205

24019 Périgueux Cedex

## **ARTICLE 6- DECOMPOSITION DES LOTS.**

La consultation comporte 1 lot unique :

### **LOT UNIQUE : LECTEUR DE GLYCEMIE A USAGE HOSPITALIER**

- ☐ **Consommables spécifiques.**
- ☐ **Mise à disposition des lecteurs de glycémie.**
- ☐ **Maintenance**

Le candidat doit répondre au lot dans sa totalité.

## **ARTICLE 7-OFFRE DE BASE – OPTIONS - VARIANTES.**

### **7 . 1 - Offre de base.**

Les candidats doivent répondre par une offre conforme au cahier des charges (offre de base).

### **7 . 2 - Option.**

Ce marché comporte des options mentionnées au niveau du CCTP.

### **7 . 3 - Variantes.**

Les candidats ne pourront proposer **qu'une seule variante par lot.**

**Elle devra être présentée dans un dossier distinct.**

**La variante n'est acceptée que s'il existe une offre de base.**

## **ARTICLE 8-QUANTITES**

### **8 . 1 - Consommables.**

Pour 2011, la pharmacie a distribué sur 12 mois dans les différents services de soins **5.292 boîtes de 50 bandelettes** pour les 200 appareils en fonctionnement dans les différents services soit **264.600 bandelettes.**

Le candidat listera **l'ensemble des autres produits et consommables** nécessaires à l'utilisation de son matériel conformément aux règles en vigueur.

L'ensemble de ces produits constituera un budget d'exploitation.

La fourchette basse d'exploitation annuelle correspondra à une utilisation de **200.000 bandelettes pour glycémie et 1.000 bandelettes pour cétonémie** ainsi que les autres produits et consommables annexes nécessaires à la bonne utilisation du matériel.

La fourchette haute d'exploitation annuelle correspondra à une variation de 20% du nombre de bandelettes ainsi que les autres produits et consommables annexes nécessaires à la bonne utilisation du matériel.

### **8 . 2 - Contrôles qualité**

Le laboratoire mettra en place le contrôle trimestriel de l'ensemble des lecteurs de l'établissement. Le candidat devra fournir l'ensemble des consommables et réactifs nécessaire à cette prestation qui sera réalisée en interne ainsi que les protocoles.

### **8 . 3 - Mise à disposition d'équipements :**

Le nombre d'appareil minimum à mettre à disposition est fixé à **150 lecteurs de glycémie**. Si sur l'appareil proposé la lecture de l'acétonémie n'est pas possible. le nombre d'appareils minimum à mettre à disposition pour cette mesure est fixée à **15 lecteurs**.

Des appareils supplémentaires sont susceptibles d'être pris par l'établissement en fonction des modalités de maintenance proposées et des évolutions des pratiques. Le nombre pourra être augmenté de 30% sans contre partie en fonction des besoins de l'établissement.

## **ARTICLE 9-DUREE DU MARCHE – DELAIS.**

### **9 . 1 - Mise à disposition d'équipement.**

Le matériel devra être opérationnel au cours du second semestre 2012.

La durée du marché est de un an à partir de la date de notification du marché. Il sera reconductible 3 fois par période d'un an.

Conformément à l'article 16 du Code des Marchés Publics et du décret n°2011-1000 du 25 aout 2011, la reconduction du marché est tacite, et le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de non reconduire, et ce, au plus tard, 3 mois avant l'échéance annuelle

### **Engagement d'approvisionnement en cas d'évènements graves :**

**En cas d'évènements graves (intempéries, crise sanitaire, etc...) chaque candidat doit présenter dans son offre les mesures mises en place pour assurer la continuité des approvisionnements aux Etablissements de Santé.**

### **9 . 2 - Les produits associés - Consommables :**

Pour les consommables et accessoires. La durée du marché est de un an à partir de la date de notification du marché. Il sera reconductible 3 fois par période d'un an.

Conformément à l'article 16 du Code des Marchés Publics et du décret n°2011-1000 du 25 aout 2011, la reconduction du marché est tacite, et le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de non reconduire, et ce, au plus tard, 3 mois avant l'échéance annuelle

### **Engagement d'approvisionnement en cas d'évènements graves :**

**En cas d'évènements graves (intempéries, crise sanitaire, etc...) chaque candidat doit présenter dans son offre les mesures mises en place pour assurer la continuité des approvisionnements aux Etablissements de Santé.**

### **9 . 3 - La Maintenance.**

La maintenance fait partie intégrante de la mise à disposition. Sa reconduction suit les règles précédentes

Conformément à l'article 16 du Code des Marchés Publics et du décret n°2011-1000 du 25 août 2011, la reconduction du marché est tacite, et le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de non reconduire, et ce, au plus tard, 3 mois avant l'échéance annuelle

## **ARTICLE 10- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.**

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ Un acte d'engagement établi en un seul original signé par le candidat ou par son représentant dûment habilité auquel seront annexés les bordereaux de prix datés et signés
- ✓ Les annexes qui y sont mentionnées, datées et signées
- ✓ Les questionnaires techniques.
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier de Périgueux, fait seul foi.
- ✓ Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.), des Marchés Publics de fournitures courantes et services (**Arrêté du 19 janvier 2009 -JORF n°0066 du 19 mars 2009** et son annexe)

### **NOTA :**

En cas de divergence entre le montant total d'un lot sur l'acte d'engagement et celui mentionné sur le bordereau de prix, c'est le montant mentionné sur l'acte d'engagement qui fait foi.

Dans le cadre d'un marché à prix unitaire, en cas de désaccord, seul le prix unitaire du bordereau de prix sera pris en compte.

## **ARTICLE 11-AVANCE.**

Le titulaire précisera dans son acte d'engagement, s'il refuse l'avance prévue à l'article 87 du Code des Marchés Publics.

L'avance est calculée selon les modalités prévues au dit article.

## **ARTICLE 12-CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE**

En application des articles 101 à 105 du Code des Marchés Publics, une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur le montant de l'équipement, augmentée le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle ou solidaire.

Cependant, si la retenue de garantie prévue au marché est remplacée par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, l'avance ne peut être mandatée avant que le titulaire ait justifié ou fourni cette garantie ou cette caution.

La retenue de garantie est restituée ou la garantie à première demande qui la remplace est libérée pour autant que le titulaire du marché ait rempli ses obligations, à la suite d'une mainlevée, délivrée par l'administration contractante, dans un délai d'un mois suivant l'expiration du délai de garantie

## **ARTICLE 13- MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX.**

### **1 3 . 1 - Equipement**

#### **13.1.1. Présentation**

Les prix détaillés des éléments constituant les équipements mis a disposition devront être mentionnés et totalisés sur le document intitulé « Bordereau de prix ». Ces prix seront utilisés dans les cas d'achats complémentaires liés a des vols ou des pertes non couverts par les quantités mentionnés.

#### **13.1.2. Frais annexes**

Les frais d'installation, de mise en service, de vérifications, de formations et les frais de port devront être inclus dans la proposition de prix. Tout l'équipement nécessaire au fonctionnement normal, non prévu au devis, restera à la charge du titulaire.

#### **13.1.3. Taxes**

Les offres devront faire apparaître les montants hors taxes et toutes taxes comprises (y compris par exemple taxe éco participation, TGAP, taxe Interbev...). Le montant de la facturation sera calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur au moment de l'établissement des pièces de mandatement.

#### **13.1.4. Prix de règlement**

Pour un marché unique , les prix sont **fermes et définitifs**.

### **1 3 . 2 - Produits associés - Consommables**

#### **13.2.1. Contenu des prix**

Les prix de règlement s'entendent toutes taxes comprises (y compris par exemples taxe éco participation, TGAP, taxe Interbev...), franco de port et d'emballage au Magasin Biomédical ou Magasin Pharmacie du Centre hospitalier de PERIGUEUX, quelque soit les quantités commandées.

#### **13.2.2. Présentation des prix**

Les offres devront faire apparaître pour chaque produit

- La référence du produit ou consommable,
- Le conditionnement pour les produits ou consommables,
- La remise appliquée au barème du titulaire, elle sera **ferme pour la durée du marché**,
- Le prix Hors Taxe et Toute Taxe Comprise au conditionnement des produits ou consommables,
- Le prix unitaire Hors Taxe et Toute Taxe Comprise des produits ou consommables,
- Budget de référence pour l'activité basse et l'activité haute annoncées.

#### **13.2.3. Prix de règlement :**

Les prix sont fermes pour la première période de 1 an.

La demande de révision des prix est laissée à l'initiative du titulaire du marché.

Les prix pourront être révisés chacune des 3 années suivantes selon les présentes modalités :

Par rapport au barème du titulaire

CCAP MAPA DAE BIO EQUIP 12 1004

Le titulaire fera connaître par courrier avec Accusé de Réception, **au plus tard 4 mois avant l'expiration de l'année en cours**, les révisions de prix proposés à la baisse ou à la hausse au pouvoir adjudicateur. Au-delà de ces dates, les prix en vigueur seront reconduits.

#### **Clause de sauvegarde.**

Dans l'hypothèse d'une hausse de prix, si l'augmentation des prix NET proposés Hors Taxe est supérieure à 1,5%, après étude du marché et des conditions économiques, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, sans indemnité pour le titulaire.

### **1 3 . 3 - Maintenance**

#### **13.3.1. Contenu des prix**

Les prix de règlement s'entendent toutes taxes comprises.

#### **13.3.2. Présentation des prix**

Les offres devront faire apparaître en fonctions des prestations proposées

- La référence de la prestation,
- Le prix Hors Taxe et Toute Taxe Comprise du déplacement,
- Le prix unitaire Hors Taxe et Toute Taxe Comprise de la main d'œuvre
- La remise

Le taux de remise est ferme pour toute la durée du marché.

#### **13.3.3. Prix de règlement :**

Les offres feront apparaître, pour la maintenance, le prix de la redevance forfaitaire annuelle.

Le montant de la redevance annuelle pourra être révisé dès la première année d'exécution du contrat de maintenance, selon la formule suivante :

$$P = P_o (0.20 + 0.35 ( ICHT-TS / ICHT-TS_o) + 0.45 [0,72 (EBIQ/ EBIQ_o) + 0,20 (TCH/ TCH_o) + 0,8 (ICC / ICC_o)]$$

#### **Pour la première année:**

P = Prix révisé pour la nouvelle période de douze mois.

P<sub>o</sub> = Prix initial du marché.

ICHT-TS = le dernier indice des salaires dans l'industrie des équipements électriques et électroniques connu à la date de demande de révision (identifiant 000630215) publié par l'INSEE

ICHT-TS<sub>o</sub> = Indice des salaires dans l'industrie des équipements électriques et électroniques connu à la date du dépôt des offres (identifiant 000630215) publié par l'INSEE

EBIQ = le dernier indice de prix à la production - Production française commercialisée sur le marché français, dans l'industrie - Nomenclature NES - Ensemble Energie, biens intermédiaires, biens d'équipement connu à la date de demande de révision (identifiant 000867690) publié par l'INSEE

EBIQ<sub>o</sub> = le dernier indice de prix à la production - Production française commercialisée sur le marché français, dans l'industrie - Nomenclature NES - Ensemble Energie, biens intermédiaires, biens d'équipement connu à la date du dépôt des offres (identifiant 000867690) publié par l'INSEE



TCH = le dernier Indice des prix à la consommation - Transports, communications et hôtellerie (TCH) connu à la date de demande de révision (identifiant 000867353) publié par l'INSEE  
TCHo = le dernier Indice des prix à la consommation - Transports, communications et hôtellerie (TCH) connu à la date du dépôt des offres (identifiant 000867353) publié par l'INSEE

ICC = le dernier Indice du coût de la construction - ICC Moyenne associée au dernier indice trimestriel connu à la date de demande de révision (identifiant 000604030) publié par l'INSEE

ICCo = le dernier Indice du coût de la construction - ICC Moyenne associée au dernier indice trimestriel connu à la date du dépôt des offres (identifiant 000604030) publié par l'INSEE

### **Pour les années suivantes**

P = Prix révisé pour la nouvelle période de douze mois.

Po = Prix au marché l'année précédente.

ICHT-TS = le dernier indice des salaires dans l'industrie des équipements électriques et électroniques connu à la date de demande de révision (identifiant 000630215) publié par l'INSEE

ICHT-TSo = Indice des salaires dans l'industrie des équipements électriques et électroniques appliqué l'année précédente (identifiant 000630215) publié par l'INSEE

EBIQ = le dernier indice Indices de prix à la production - Production française commercialisée sur le marché français, dans l'industrie - Nomenclature NES - Ensemble Energie, biens intermédiaires, biens d'équipement à la date de demande de révision (identifiant 000867690) publié par l'INSEE

EBIQ o = le dernier indice Indices de prix à la production - Production française commercialisée sur le marché français, dans l'industrie - Nomenclature NES - Ensemble Energie, biens intermédiaires, biens d'équipement appliqué à l'année précédente (identifiant 000867690) publié par l'INSEE

TCH = le dernier Indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - Regroupements particuliers - Métropole + DOM - Transports, communications et hôtellerie (TCH) connu à la date de demande de révision (identifiant 000867353) publié par l'INSEE

TCHo = le dernier Indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - Regroupements particuliers - Métropole + DOM - Transports, communications et hôtellerie (TCH) appliqué l'année précédente (identifiant 000867353) publié par l'INSEE

ICC = le dernier Indice du coût de la construction - ICC Moyenne associée au dernier indice trimestriel connu à la date de demande de révision (identifiant 000604030) publié par l'INSEE

ICCo = le dernier Indice du coût de la construction - ICC Moyenne associée au dernier indice trimestriel appliqué l'année précédente (identifiant 000604030) publié par l'INSEE

Le titulaire fera connaître par courrier avec Accusé de Réception, **au plus tard 4 mois avant l'expiration de l'année en cours**, les révisions de prix proposés à la baisse ou à la hausse au pouvoir adjudicateur. Au-delà de ces dates, les prix en vigueur seront reconduits.

### **Clause de sauvegarde.**

Dans l'hypothèse d'une hausse de prix, si l'augmentation des prix NET proposés Hors Taxe est supérieure à 1,5%, après étude du marché et des conditions économiques, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, sans indemnité pour le titulaire.

## **ARTICLE 14-DELAIS ET MODALITES DE PAIEMENT.**

**La facture ne pourra être établie par le titulaire du marché qu'après service fait.**

Les paiements s'effectueront par mandat administratif suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'**article 98** du Code des Marchés Publics.

Le délai maximum de paiement est fixé à **50 jours** à compter de la réception de la facture.

En cas de dépassement du délai global de paiement, les intérêts moratoires sont calculés au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé de courir, augmenté de deux points.

#### **1 4 . 1 - Facturation du matériel (hors matériel mis a disposition) :**

La facture afférente au paiement sera établie en 1 original et 2 duplicata portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro du Compte Bancaire ou Postal tel qu'il est mentionné à l'acte d'engagement,
- le numéro et la date du marché,
- la référence de la nomenclature,
- la référence du bon de commande,
- le détail de la fourniture livrée,
- le montant hors taxes de la fourniture,
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total de la fourniture livrée,
- la date.

#### **1 4 . 2 - Facturation des produits associés - Consommables :**

La facture afférente au paiement sera établie en 1 original et 2 duplicata portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro du Compte Bancaire ou Postal tel qu'il est mentionné à l'acte d'engagement,
- le numéro et la date du marché,
- la référence de la nomenclature,
- la référence du bon de commande,
- le détail de la fourniture livrée,
- le montant hors taxes de la fourniture,
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total de la fourniture,
- la date.

#### **1 4 . 3 - Facturation de la maintenance :**

La redevance annuelle est payée annuellement, semestriellement ou trimestriellement au choix du titulaire. La (ou les) facture(s) à terme échu, afférente(s) au paiement sera(seront) établie en 1 original et 2 duplicata portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro du Compte Bancaire ou Postal tel qu'il est mentionné à l'acte d'engagement,
- le numéro et la date du marché,
- la référence de la nomenclature,
- la référence du bon de commande,
- l'objet de la facture,
- le montant hors taxes de la redevance,
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total de la redevance,

- la date.

## **ARTICLE 15-COMPTABLE ASSIGNATAIRE :**

Le comptable assignataire chargé du règlement des factures est :  
Madame l'inspectrice divisionnaire  
Trésorerie de Périgueux Etablissements Hospitaliers  
80, avenue Georges Pompidou  
CS 81 100  
24009 PERIGUEUX CEDEX

## **ARTICLE 16-RESILIATION.**

Le présent marché pourra être résilié par l'administration contractante dans les conditions prévues aux articles du C.C.A.G. / FCS.

Aucune indemnité ne sera versée par le Centre Hospitalier de PERIGUEUX sur la partie non exécuté du marché.

## **ARTICLE 17- DELAIS DE LIVRAISON.**

### **1 7 . 1 - Equipement :**

Les candidats préciseront les délais de livraison pour les matériels.

### **1 7 . 2 - Les produits associés - Consommables**

Les candidats préciseront dans leur offre : les délais et procédures d'approvisionnement qu'ils peuvent assurer pour les produits (associés). Dans tous les cas, les délais de livraison ne pourront pas être supérieurs à 3 jours après envoi, par fax, du bon de commande.

Le titulaire du marché est tenu d'informer l'établissement en cas de difficultés d'approvisionnement afin de lui permettre d'anticiper les commandes et éviter les ruptures de stocks

## **ARTICLE 18-ASSURANCES.**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du code civil ainsi que de la responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

## **ARTICLE 19- MODALITES D'EXECUTION.**

### **1 9 . 1 - Equipement :**

La commande pour les équipements, mis à disposition, sera passée au moyen d'un document intitulé « bon de commande » signé par le **Directeur du Centre Hospitalier ou son représentant**. Elle comportera :

- la date d'émission
- la référence du marché,
- la désignation de la fourniture,
- la quantité demandée,

- les prix toutes taxes comprises à 0€,
- la référence de la nomenclature,
- le montant global,
- le délai de livraison.
- la signature sus visée

### **1 9 . 2 - Produits associés - Consommables**

Les commandes pour les produits et consommables seront passées au moyen d'un document intitulé « bon de commande » signé par la **Directrice des affaires économiques du Centre Hospitalier ou son représentant**. Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande comportera :

- la date d'émission
- la référence du marché,
- la désignation de la fourniture,
- la quantité demandée,
- les prix toutes taxes comprises,
- la référence de la nomenclature,
- le montant global,
- le délai de livraison.
- la signature sus visée
- la durée maximale d'exécution des bons de commandes est fixée à 15 jours après la date d'échéance

La Direction des Affaires Economiques, en cas d'urgence pourra procéder à une commande téléphonique ou fax qui fera l'objet d'une régularisation par bon de commande avec la notion de régularisation.

### **1 9 . 3 - Maintenance :**

#### **19.3.1. Modalités d'intervention**

L'entretien préventif doit être réalisé pendant les jours et les heures ouvrées du titulaire. Ces jours et ces heures doivent être communiqués au Centre Hospitalier de Périgueux (service Biomédical). Ces visites sont programmées au moins un mois à l'avance après accord des services concernés.

S'il l'une des parties désire déplacer la date de la visite, elle en informe les deux autres au moins huit jours avant la date prévue.

L'entretien curatif doit être réalisé dans les plus brefs délais pour garantir un taux de disponibilité du matériel conforme à la pratique. Le technicien doit prévenir ou faire prévenir le service biomédical de son arrivée dans l'établissement.

La maintenance s'effectuera sur le lieu d'installation concerné.

#### **19.3.2. Délais d'intervention**

Les délais d'intervention garantis doivent être communiqués au Centre Hospitalier de Périgueux dans le cadre de cette consultation.

Lorsqu'un appareil est constaté en panne par le prestataire, et que la réparation ne puisse être effectuée dans un délai inférieur à 5 jours ouvrables, le prestataire s'engage à prêter un appareil de dépannage aux fonctions identiques de l'appareil existant et ce jusqu'à réparation effective du matériel en panne.

En cas de carence du titulaire pour répondre dans les délais déposés, le Centre Hospitalier de Périgueux se réserve le droit d'appliquer les pénalités de retard prévues au CCAP.

### 19.3.3. Rapport d'intervention

Toute intervention du titulaire sur le matériel ou logiciel fera l'objet d'un rapport d'intervention qui devra être signé par le service utilisateur et le service biomédical.

## ARTICLE 20-PENALITES DE RETARD ET DE REFUS DE LIVRAISON.

### 2 0 . 1 - Equipements :

Lorsque le délai contractuel de livraison prévu au bon de commande est dépassé par le fait du (ou des) titulaire(s) celui-ci (ou ceux-ci) encoure(nt) par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :  $P = \frac{V \times R}{1000}$

**P** = le montant de la pénalité

**V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'autre inutilisable.

**R** = le nombre de jours de retard,

en application du Cahier des Clauses Administratives Générales.

Si la livraison et ou la réception définitive est retardée du fait du Centre hospitalier de Périgueux, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

### 2 0 . 2 - Produits associés - Consommables :

Lorsque le délai contractuel de livraison prévu au bon de commande est dépassé par le fait du (ou des) titulaire(s) celui-ci (ou ceux-ci) encoure(nt) par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :  $P = \frac{V \times R}{1000}$

**P** = le montant de la pénalité

**V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'autre inutilisable.

**R** = le nombre de jours de retard,

en application du Cahier des Clauses Administratives Générales.

Si la livraison et ou la réception définitive est retardée du fait du Centre hospitalier de Périgueux, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

### 2 0 . 3 - Maintenance :

Lorsque le délai contractuel d'intervention prévu est dépassé par le fait du (ou des) titulaire(s) celui-ci (ou ceux-ci) encoure(nt) une pénalité si le taux de disponibilité sur l'année est inférieur au taux indiqué dans l'offre du titulaire.

Le montant des pénalités sera de 1% du forfait annuel de maintenance retenue par pourcentage en moins du taux de disponibilité indiqué au niveau de la consultation.

Le taux de disponibilité de l'appareil est défini par la formule suivante :  $T = 100 \times (1 - T1/T2)$

**T** = taux de disponibilité

**T1** = somme des périodes d'arrêts du matériel

**T2** = Durée de fonctionnement annuelle théorique du matériel

(365 jours dans le cas présent)

Si l'intervention est retardée du fait du Centre hospitalier de Périgueux, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

## **ARTICLE 21- CONDITIONS DE LIVRAISON.**

### **2 1 . 1 - Equipement :**

Le titulaire devra programmer la livraison en accord avec la Direction des Affaires Economiques, un mois à l'avance. Compte tenu de l'organisation à prévoir, des réunions seront programmées avec tous les intervenants, pour mettre au point le programme des installations et de la mise en service.

Le titulaires s'engage à livrer **la dernière version matériel et logiciel sans surcoût. Les fonctionnalités et les performances devront être au moins égales à celles du matériel retenu.**

Lors de la livraison, les équipements seront à l'état neuf et n'auront fait l'objet d'aucune utilisation préalable, hormis les essais techniques, habituellement faits par le constructeur.

### **2 1 . 2 - Produits associés - Consommables**

Les livraisons sont effectuées au fur et à mesure des besoins de l'établissement.

Le transport des marchandises et les opérations de manutention à la livraison s'effectueront sous l'entière responsabilité du titulaire du marché.

Le déchargement de la marchandise sera effectué par les soins du titulaire.

Toute livraison sera accompagnée d'un bordereau de livraison indiquant :

- ◆ la date de livraison.
- ◆ les références du bon de commande.
- ◆ la quantité commandée.
- ◆ la quantité livrée.
- ◆ la désignation de chaque article.

Dans le cas exceptionnel où le titulaire ne pourrait pas livrer la marchandise dans la marque et la qualité retenues, la Directrice des Affaires Economiques pourra alors s'adresser au titulaire de son choix pour les quantités prévues sur le bon de commande, le titulaire ayant à sa charge la différence de prix conformément à l'article 36 du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) déjà mentionné dans le présent document.

## **ARTICLE 22- OPERATIONS DE VERIFICATION ADMISSION.**

### **2 2 . 1 - Equipement :**

#### **22.1.1. Vérifications quantitative et qualitative.**

Le Centre hospitalier de PERIGUEUX pourra refuser un matériel qui ne lui paraîtrait pas correspondre aux besoins des utilisateurs et aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières, sans que cette décision puisse motiver une modification des conditions de la commande.

Le Centre hospitalier de PERIGUEUX pourra faire appel à une société de son choix, pour effectuer un contrôle de qualité des équipements fournis.

**La réception ne sera prononcée que lorsque les contrôles seront corrects.** Ils porteront sur toutes les parties soumises aux réglementations en vigueur. Les annotations portées sur le rapport de contrôle de réception devront être levées par le ou les titulaires dans un **délai minimum de 1 mois**.

#### **22.1.2. Admission.**

**Ce n'est qu'après l'exécution des prestations demandées et de la vérification des performances annoncées dans la réponse au questionnaire que sera prononcée l'admission définitive et le départ de la garantie des équipements. Ce document s'appelle « procès verbal d'admission »**

#### **22.1.3. Visites techniques-maintenance préventive.**

Des visites techniques préventives seront programmées durant la période de mise à disposition, au minimum, aux mêmes périodicités indiquées dans les contrats de maintenance.

### **2 2 . 2 - Produits associés - Consommables :**

#### **22.2.1. Vérifications quantitative et qualitative.**

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée, et celle figurant sur le bon de commande.

Les agents du Centre Hospitalier de PERIGUEUX chargés de la vérification et de l'admission des fournitures s'assureront que leur qualité est conforme aux prescriptions du CCAP et du CCTP.

#### **22.2.2. Admission.**

Elle sera prononcée par visa du bon de livraison remis par le titulaire.

## **ARTICLE 23- GARANTIES.**

### **2 3 . 1 - Equipement :**

Les équipements proposés seront obligatoirement sous garantie "logiciel" et sous garantie "matériel" (pièces, main d'œuvre et déplacements) du titulaire pendant une période minimum de **1 an**, à compter de leur admission. Le candidat pourra proposer un délai de garantie supérieur.

Dans le cas où cette garantie ne couvre pas la totalité des fournitures (sous-ensemble, pièces spécifiques, etc.), le candidat devra clairement l'indiquer dans son offre. Si cette précision n'est pas mentionnée, l'ensemble des composants de l'équipement sera considéré sous garantie

Le candidat précisera dans son offre la durée de garantie pour chaque article proposé. A défaut de précision, l'article 28 du CCAG s'appliquera.

### **2 3 . 2 - Produits associés - Consommables :**

Conformément aux prescriptions de l'article 28 du CCAG, les articles font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Ils seront garantis contre tout vice de fabrication ou défaut matière, à compter du jour de l'admission.

Le candidat précisera dans son offre la durée de garantie pour chaque article proposé. A défaut de précision, l'article 28 du CCAG s'appliquera.

## **ARTICLE 24-NORMES.**

### **2 4 . 1 - Equipement :**

Les candidats devront satisfaire aux normes nationales homologuées transposant les normes européennes (ex : marquage C.E.), et toutes autres normes internationales ou nationales applicables aux fournitures, objet du marché.

#### **2 4 . 2 - Produits associés - Consommables :**

Les produits proposés porteront le nom et le label du constructeur et devront répondre à tous les règlements en vigueur opposables.

#### **2 4 . 3 - Maintenance :**

Les candidats devront satisfaire aux normes nationales homologuées transposant les normes européennes et toutes autres normes internationales ou nationales applicables aux services objet du marché.

L'ensemble des documents normatifs fera l'objet d'un dossier spécifique **NORMES & CERTIFICATIONS**. Ils comprendront la déclaration de conformité du fabricant et l'attestation de conformité délivrée par un organisme notifié

### **ARTICLE 25-DROIT, LANGUE, LITIGES**

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent CCAP, qui ne pourraient être résolus à l'amiable, le droit français est seul applicable. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Le tribunal administratif compétent sera le Tribunal Administratif de Bordeaux, 9 rue Taslet BP 947, 33063 BORDEAUX.

### **ARTICLE 26- DEROGATION.**

Les dispositions du CCAG relatives aux marchés publics de fournitures et de services sont applicables au présent marché.

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent CCAP ou différentes de ces mêmes dispositions.
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

PERIGUEUX, le

**LE TITULAIRE,**

**Le Directeur du Centre Hospitalier**

**De Périgueux,**

**Mention manuscrite**

**"Lu et accepté le présent C.C.A.P.**



**Date et signature**

**Patrick MEDEE**